



CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

COMPTE RENDU INTÉGRAL
AVEC
COMPTE RENDU ANALYTIQUE TRADUIT
DES INTERVENTIONS

INTEGRAAL VERSLAG
MET
VERTAALD BEKNOPT VERSLAG
VAN DE TOESPRAKEN

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

COMMISSIE VOOR DE SOCIALE ZAKEN

mardi

18-10-2005

Matin

dinsdag

18-10-2005

Voormiddag

cdH	centre démocrate Humaniste
CD&V	Christen-Democratisch en Vlaams
ECOLO	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales
FN	Front National
MR	Mouvement réformateur
N-VA	Nieuw-Vlaamse Alliantie
PS	Parti socialiste
sp.a-spirit	Socialistische Partij Anders – Sociaal progressief internationaal, regionalistisch integraal democratisch toekomstgericht
Vlaams Belang	Vlaams Belang
VLD	Vlaamse Liberalen en Democraten

Abréviations dans la numérotation des publications :		Afkortingen bij de nummering van de publicaties :	
DOC 51 0000/000	Document parlementaire de la 51e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif	DOC 51 0000/000	Parlementair stuk van de 51e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	version provisoire du Compte Rendu Intégral (couverture verte)	CRIV	voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)
CRABV	Compte Rendu Analytique (couverture bleue)	CRABV	Beknopt Verslag (blauwe kaft)
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral définitif et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions ; les annexes se trouvent dans une brochure séparée (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken; de bijlagen zijn in een aparte brochure opgenomen (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)
PLEN	séance plénière	PLEN	Plenum
COM	réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants	Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers
Commandes :	Bestellingen :
Place de la Nation 2	Natieplein 2
1008 Bruxelles	1008 Brussel
Tél. : 02/ 549 81 60	Tel. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74	Fax : 02/549 82 74
www.laChambre.be	www.deKamer.be
e-mail : publications@laChambre.be	e-mail : publicaties@deKamer.be

SOMMAIRE

Question de Mme Marie-Claire Lambert au 1
ministre de l'Emploi sur "les conséquences
sociales de la réforme de l'allocation de garantie
de revenu" (n° 8504)

Orateurs: **Marie-Claire Lambert, Peter
Vanvelthoven**, ministre de l'Emploi

Question de M. Francis Van den Eynde au 3
ministre de l'Emploi sur "une association de sans-
papiers" (n° 8450)

Orateurs: **Francis Van den Eynde, Peter
Vanvelthoven**, ministre de l'Emploi

INHOUD

Vraag van mevrouw Marie-Claire Lambert aan de 1
minister van Werk over "de sociale gevolgen van
de hervorming van de inkomensgarantie-
uitkering" (nr. 8504)

Sprekers: **Marie-Claire Lambert, Peter
Vanvelthoven**, minister van Werk

Vraag van de heer Francis Van den Eynde aan de 3
minister van Werk over "een vereniging van
mensen zonder papieren" (nr. 8450)

Sprekers: **Francis Van den Eynde, Peter
Vanvelthoven**, minister van Werk

COMMISSION DES AFFAIRES
SOCIALESCOMMISSIE VOOR DE SOCIALE
ZAKEN

du

van

MARDI 18 OCTOBRE 2005

DINSDAG 18 OKTOBER 2005

Matin

Voormiddag

De vragen en interpellaties vangen aan om 10.52 uur.

Voorzitter: de heer Hans Bonte.

Les questions et les interpellations commencent à 10.52 heures.

Président: M. Hans Bonte.

01 Question de Mme Marie-Claire Lambert au ministre de l'Emploi sur "les conséquences sociales de la réforme de l'allocation de garantie de revenu" (n° 8504)

01 Vraag van mevrouw Marie-Claire Lambert aan de minister van Werk over "de sociale gevolgen van de hervorming van de inkomensgarantie-uitkering" (nr. 8504)

01.01 Marie-Claire Lambert (PS): Monsieur le ministre, je me joindrai à mes collègues pour vous souhaiter la bienvenue dans vos nouvelles fonctions, et vais ouvrir le feu des questions en rapport avec vos nouvelles compétences. J'espère donc que cela sera de bon augure pour vous.

Ma question consiste à faire le point sur l'allocation garantie de revenus, étant entendu que des situations fort désagréables existeraient actuellement. Le Conseil des ministres de Gembloux de janvier 2004 avait décidé de réformer l'allocation de garantie de revenus accordée aux travailleurs à temps partiel qui bénéficient du statut "maintien des droits". Pour rappel, ces travailleurs restent demandeurs d'emploi à temps plein, sont inscrits comme tels auprès du service de placement et conservent leurs droits aux allocations de chômage complet s'ils perdent leur emploi à temps partiel.

L'objectif de l'allocation de garantie de revenus, et c'est tout à fait normal, est de permettre à ceux qui acceptent un temps partiel d'obtenir un revenu plus élevé que l'allocation de chômage. Néanmoins, son calcul posait un problème, puisque, à statut égal - chef de ménage, isolé ou cohabitant -, la personne qui travaillait trois-quarts temps ne gagnait pas plus qu'une autre qui travaillait un tiers ou un cinquième temps. Donc, ce qu'elle obtenait en plus par le travail lui était retiré de l'allocation de chômage.

Partant du principe qu'un plus grand nombre d'heures de travail doit déboucher sur un revenu plus important, le gouvernement a donc décidé, à l'époque, de remplacer le forfait mensuel par un montant horaire, octroyé à partir d'un tiers-temps. L'exclusion des travailleurs prestant moins d'un tiers temps a été justifiée par le fait que l'ancienne formule rendait les petites prestations plus intéressantes sur le plan financier. Par conséquent, il était difficile de défendre l'idée selon laquelle la personne restait disponible pour le marché du travail à temps plein, vu le gain important qu'elle en retirait, par rapport à des

01.01 Marie-Claire Lambert (PS): De hervorming van de inkomensgarantie-uitkering, waartoe op de Ministerraad van Gemblours werd beslist en die op 1 juli 2005 is ingegaan, heeft tot doel het maandelijks forfait te vervangen door een uur-vergoeding die aan deeltijders wordt toegekend (vanaf een activiteit van 33%). Die regeling lijkt minder voordelig voor nagenoeg alle deeltijdse werknemers, behalve voor personen met een drie vierde baan, op voorwaarde dan nog dat zij het statuut van gezinshoofd hebben. Die situatie is nadelig voor vrouwen.

Aangezien de werknemer die minder dan één derde van een voltijdse betrekking werkt slechts recht heeft op het bedrag van de werkloosheidsuitkering vermindert met het nettoloon, kiezen heel wat mensen niet te gaan werken. Dat zou tot een personeelstekort kunnen leiden, dat zich nu al laat voelen in de dagverblijven van de scholen. De bedoeling was wel degelijk dat wie meer zou werken, ook meer zou verdienen. Ging de ministerraad van Gemblours dan

prestations horaires supérieures.

Il semble donc que le nouveau système entré en vigueur le 1^{er} juillet 2005 soit moins avantageux pour presque tous les travailleurs à temps partiel sauf à partir d'un trois-quarts temps, et encore faut-il que la personne relève d'un statut "chef de ménage". Monsieur le ministre, vous conviendrez avec moi que cette situation pénalise à nouveau essentiellement les femmes. Vous n'êtes d'ailleurs pas sans savoir que dans notre pays, 42% des femmes travaillent à temps partiel et qu'il s'agit d'un choix contraint et non pas délibéré pour un grand nombre d'entre elles.

Étant donné qu'au-dessous du seuil d'un tiers temps, le travailleur n'a droit qu'à l'allocation de chômage diminuée du salaire net, beaucoup préfèrent alors renoncer à travailler. C'est une situation qu'on perçoit sur le terrain. En effet, comment inciter les chômeurs à accepter un petit travail à temps partiel si c'est pour gagner la même chose ou même moins qu'avec l'allocation de chômage? Cette situation se vérifie particulièrement dans les contrats les plus précaires comme dans l'horeca ou les garderies d'écoles. La diminution drastique de revenus dans ces emplois risque donc de provoquer une pénurie de main-d'œuvre, ce qu'on commence à constater dans les garderies d'écoles.

Comment expliquez-vous cette situation et cette injustice? Si l'objectif est bien de permettre un gain supplémentaire en fonction des heures prestées, le raisonnement suivi par le Conseil des ministres de Gembloux ne serait pas correct. En effet, il ne valait que pour l'ancien régime et l'objectif était précisément de corriger l'anomalie constatée dans l'ancien régime.

Je terminerai en vous demandant, monsieur le ministre, ce que devient le maintien des droits. Quel raisonnement suivre de façon correcte concernant l'augmentation des prestations et les revenus supplémentaires? Il semble acquis que le nouveau régime ne s'appliquerait que pour les nouveaux contrats conclus à partir du 1^{er} juillet 2005. Or, ce ne serait pas toujours le cas.

Monsieur le ministre, je vous serais reconnaissante de bien vouloir nous éclairer sur cette situation.

01.02 **Peter Vanvelthoven**, ministre: Monsieur le président, madame Lambert, les travailleurs à temps partiel qui bénéficient d'un maintien des droits aux allocations de chômage peuvent prétendre à des allocations de garantie de revenu. Pour les personnes qui ont touché des allocations de garantie de revenu avant le 1^{er} juillet 2005, l'ancien système de calcul des allocations reste d'application. Les travailleurs qui entrent dans le système pour la première fois à partir du 1^{er} juillet 2005 voient leurs allocations de garantie de revenu calculées d'une autre façon.

L'ancien système de calcul favorise des reprises du travail à temps partiel avec peu d'heures d'occupation. En travaillant peu d'heures, le complément chômage est proportionnellement important. Quand le nombre d'heures de travail augmente, le complément diminue relativement vite. La conséquence est que la personne qui travaille plus ne voit pas croître son revenu (salaire + complément chômage) en relation avec l'effort fourni. L'ancien système de calcul forme donc

uit van een foute redenering?

Hoe staat het met het behoud van de rechten? De nieuwe regeling zou enkel gelden voor nieuwe overeenkomsten gesloten vanaf 1 juli 2005. Dat zou niet altijd het geval zijn.

01.02 Minister **Peter Vanvelthoven**: Voor diegenen die vóór 1 juli 2005 inkomensgarantie-uitkeringen ontvingen, blijft de vroegere berekeningswijze van toepassing. Voor werknemers die vanaf 1 juli 2005 in het systeem stappen, worden de inkomensgarantie-uitkeringen anders berekend.

Aangezien de vroegere berekeningswijze in zekere zin een werkloosheidsval vormde, werd getracht de nieuwe berekeningswijze, die is voorbehouden voor personen die minstens een derde

un piège à l'emploi.

Le nouveau système de calcul est réservé aux personnes qui travaillent au moins un tiers-temps et favorise effectivement ceux qui ont un horaire qui comprend plus d'heures de travail. Le système vise à augmenter le revenu des personnes qui font un effort pour travailler plus. Il n'a pas pour but de réaliser des économies budgétaires dans le futur mais il se veut être plus équitable.

01.03 Marie-Claire Lambert (PS): Monsieur le président, je tiens tout d'abord à remercier le ministre pour sa réponse à laquelle je m'attendais d'ailleurs un peu.

Monsieur le ministre, il est un peu difficile de demander à un travailleur de faire l'effort de travailler davantage, d'aller trouver son patron pour lui demander plus d'heures de travail quand on connaît la difficulté à trouver un emploi. Au regard de la situation, on peut donc dire que le travailleur est quelque peu piégé.

Par ailleurs, vous dites que les droits acquis pour les contrats antérieurs au 1^{er} juillet 2005 restent les mêmes, mais que des modifications sont apportées pour les contrats signés à partir de cette date.

Il faut savoir que nous nous trouvons face à des travailleurs qui ont des interruptions de travail. Prenons l'exemple des garderies d'école sur lequel l'attention a été attirée. Comme je l'ai dit, ce sont essentiellement des dames qui assurent la garde des enfants. Leur contrat a été interrompu le temps des vacances scolaires. A partir de la rentrée, si je vous ai bien compris, elles dépendent d'un nouveau système.

01.04 Peter Vanvelthoven, ministre: Monsieur le président, madame Lambert, en ce qui concerne les mesures de transition, la loi dit, je cite: "Les travailleurs qui introduisent une demande d'AGR après l'entrée en vigueur de la nouvelle réglementation, et qui ont déjà bénéficié d'une telle allocation pour au moins un mois calendrier entre le 1^{er} juillet 2004 et le 13 juin 2005, peuvent également bénéficier du régime transitoire pour autant qu'il n'y ait pas au moins 4 mois d'interruption entre deux occupations à temps partiel et que la nouvelle occupation soit d'au moins un tiers-temps."

van de tijd werken, billijker te maken. Wie een inspanning doet om meer te werken, ontvangt immers een hoger inkomen.

01.03 Marie-Claire Lambert (PS): Men kan moeilijk van de werknemers eisen dat ze nog meer presteren. Het is zo al moeilijk genoeg om een betrekking te vinden. De werknemer zit in zekere zin tussen hamer en aambeeld.

Vallen de dames die in de scholen op de kinderen letten en wier contract gedurende de schoolvakantie werd onderbroken, vanaf de start van het schooljaar onder het nieuwe stelsel?

01.04 Minister Peter Vanvelthoven: De werknemers die na de inwerkingtreding van de nieuwe reglementering een inkomensgarantie-uitkering aanvragen en die een dergelijke uitkering reeds gedurende tenminste een kalendermaand tussen 1 juli 2004 en 13 juni 2005 hebben ontvangen, vallen eveneens onder het overgangsstelsel op voorwaarde dat er tussen twee deeltijdse betrekkingen minder dan 4 maanden liggen en dat de nieuwe betrekking tenminste een derde van een voltijdse betrekking bedraagt.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

02 Vraag van de heer Francis Van den Eynde aan de minister van Werk over "een vereniging van mensen zonder papieren" (nr. 8450)

02 Question de M. Francis Van den Eynde au ministre de l'Emploi sur "une association de sans-papiers" (n° 8450)

02.01 Francis Van den Eynde (Vlaams Belang): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, “mensen zonder papieren” is een eufemisme. U kunt het ook beschouwen als een terminologie die politiek correct is en die het in feite in wollige taal heeft over illegalen, mensen die hier tegen alle wettelijke voorschriften van dit land toch resideren.

Wij hebben de laatste tijd minder gehoord van acties van die “mensen zonder papieren”. Daar lijkt echter verandering in gekomen te zijn. De laatste weken mochten wij horen dat nieuwe verenigingen opgericht werden van illegalen, dus van mensen zonder papieren. Zij kwamen de laatste weken meer dan regelmatig in het nieuws met de aankondiging van acties. Ze legden ook politieke verklaringen af.

Dat was onder meer in Gent het geval, waar de woordvoerder van die vereniging met naam en toenaam geïnterviewd werd door de pers. Hij beklemtoonde dat hij niet alleen sprak namens mensen die hier illegaal verblijven, maar dat hij zelf een illegaal was en dat hij bijgevolg in het zwart werkte.

Mijnheer de minister, over de illegaliteit van het verblijf van die man, kom ik u niet ondervragen. Die vraag stel ik morgen aan uw collega van Binnenlandse Zaken. Ik denk dat ik bij u wel aan het juiste adres ben wanneer het gaat over het zwartwerk.

Wanneer mensen zomaar in het openbaar verklaren dat zij in het zwart werken en van dat zwartwerk bijna een politieke vlag maken, dan is er toch wat aan de hand. Ik hoor regelmatig van controles bij KMO's, bij middenstanders, op mensen die daar al dan niet in het zwart werken. Men valt bij die bedrijven regelmatig binnen om zwartwerk te controleren.

Hier heeft men dus te maken met iemand die zeer openlijk bekend in de media dat hij in het zwart werkt. Bent u op de hoogte van deze zaken? Zo ja, welke maatregelen worden er getroffen in dit specifieke geval, maar ook in het algemeen? Het is namelijk niet het enige geval van die aard dat zich voordoet.

02.02 Minister Peter Vanvelthoven: Mijnheer de voorzitter, collega Van den Eynde, ik hoef u niet te vertellen dat de toegang tot het grondgebied en het verblijf, zoals u zelf al aangaf, behoren tot de bevoegdheid van de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken, en dus van de minister van Binnenlandse Zaken, en dat de toekenning van arbeidskaarten en arbeidsvergunningen behoort tot de bevoegdheid van het Vlaams Gewest.

Ik kan u meedelen dat tot nu toe de inspectiediensten door de politiediensten, noch door het stadsbestuur van Gent werden ingelicht omtrent de feiten waarvan u melding maakt. De inspectiediensten kunnen en zullen optreden zodra zwartwerk effectief aangetoond kan worden. Ik hoef er uw aandacht niet op te vestigen dat een krantenartikel op zich voor deze bewijslast niet volstaat.

02.03 Francis Van den Eynde (Vlaams Belang): Mijnheer de minister, ik begin met het laatste element van uw antwoord. Vanzelfsprekend is een krantenartikel geen bewijs, maar het zou kunnen de aanleiding zijn tot een onderzoek. Dit valt toch ook niet

02.01 Francis Van den Eynde (Vlaams Belang): Récemment, la presse s'est largement fait l'écho de déclarations du porte-parole d'une association d'illégaux selon lesquelles il était lui-même en séjour illégal dans le pays et travaillait au noir. Le ministre est-il informé de cet aveu de travail au noir fait dans la presse? Quelles mesures sont prises en pareil cas?

02.02 Peter Vanvelthoven, ministre: Pour l'instant, les services d'inspection n'ont été informés des faits ni par la police ni par l'administration municipale concernée. Ils interviendront dès que la preuve du travail au noir pourra être apportée. Un article de presse ne constitue pas une preuve suffisante.

zomaar op een blauwe maandag uit de hemel? Ik neem aan dat men op zijn minst kan spreken van een vermoeden van wetsovertredingen. Ik meen dat het gewettigd zou zijn, mocht de federale overheid zelf hierin tussenbeide komen. Ik betreur dat dit niet gebeurd is.

Ik betreur evenzeer dat de stad Gent u niet op de hoogte heeft gebracht. Het artikel waarnaar ik refereer, is namelijk niet in een of ander hoekje verschenen van een of andere krant. Het was een paginagroot artikel in de belangrijkste krant van de stad.

Ik ben toch blij dat u antwoordt, want ik ondervraag vanavond de burgemeester van Gent over zijn houding in die zaak en ik zal hem toch kunnen verwijten dat hij de federale overheid niet verwittigd heeft. Bijgevolg is er nog altijd een medaille aan de keerzijde.

De **voorzitter**: U doet hier aan gemeentepolitiek.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

*De openbare commissievergadering wordt gesloten om 11.09 uur.
La réunion publique de commission est levée à 11.09 heures.*